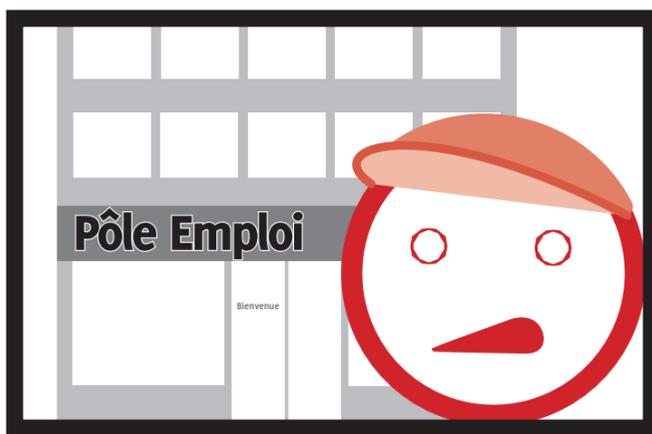
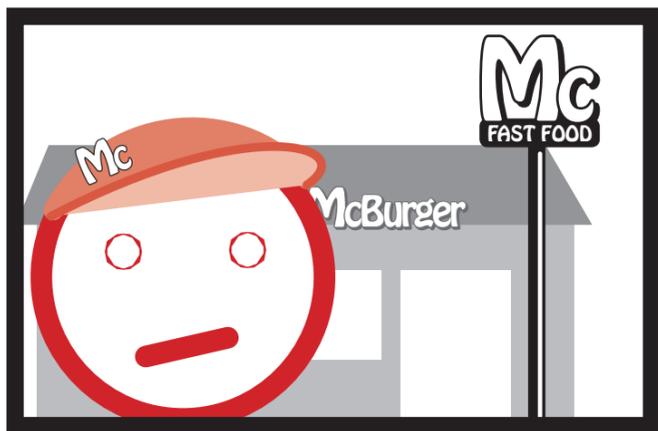


L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution !

SEPT
09

PRÉCARITÉ, CHÔMAGE, RÉPRESSION, REFORME DES LYCEES, DIPLOMES BIDONS...



C'EST NOTRE AVENIR QUI EST EN CRISE !



NPA
JEUNES
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

À la rentrée, reprenons l'offensive !

Cet été, pas de répit pour les jeunes et les salariés qui continuent de payer les conséquences d'une crise qui n'est pas la leur : entreprises qui ferment, licenciements, chômage, mesures sur le travail le dimanche, suppressions de postes et rigueur budgétaire dans les services publics, privatisation de la poste... D'un côté, le chômage explose avec 30 000 demandeurs d'emploi en plus rien que pour le mois de juillet, tandis que les bonus des actionnaires repartent à la hausse. De l'autre, des salariés continuent à se battre durant l'été contre la fermeture de leur usine comme à Molex. La situation quotidienne des jeunes n'est déjà pas brillante : plus d'un étudiant sur deux obligé de se salarier pour financer ses

études, plus de 100 000 étudiants vivant en dessous du seuil de pauvreté... Mais la crise aggrave cette situation. Ce sont les emplois occupés par les intérimaires ou les temps partiels, emplois majoritairement occupés par des jeunes, qui sont supprimés en premier.

Un des enjeux centraux pour le gouvernement et le patronat est de faire baisser le coût du travail pour maintenir leurs profits. Les attaques contre l'université et l'Éducation poursuivent aussi cet objectif : former des salariés moins qualifiés qui seront moins chers et plus précaires, soumettre le contenu des diplômes aux besoins des entreprises, rendre l'université plus compétitive et sélective.

Pour nous en sortir, nous n'avons pas d'autre solution que de résister aux coups et de lutter contre le système qui génère ces crises, le capitalisme. Résister, de nombreux jeunes et salariés y sont prêts, à l'image des grèves des salariés de Continental, Good Year et autres, de la lutte des lycéens des l'hiver dernier, de la mobilisation de plus de quatre mois sur les universités... La tâche n'est pas simple face à un gouvernement qui ne veut céder sur rien. Pourtant la grève générale en Guadeloupe et en Martinique nous montre qu'en luttant tous ensemble il est possible de remporter des victoires. C'est cette riposte d'ensemble que nous devons préparer !

LYCEES Un nouveau ministre... pour une même politique !

La réforme du lycée n'a pas été abandonnée. En changeant de ministre, le gouvernement veut mettre toutes les chances de son côté pour faire passer sa politique. Objectif : réforme de la seconde en 2010 !

Une orientation très contraignante

En juin sont sortis le rapport Appar (député UMP) et le rapport Descoings (directeur de Science-Po), deux amis de Sarko. Sous prétexte de lutter contre l'échec scolaire et universitaire, ils préconisent plus d'« orientation », en fait de sélection.

Apparu veut refonder les cycles scolaires. Le premier cycle irait de la primaire au collège, il concernerait « 100% d'une classe d'âge ». On apprendrait le « socle commun de connaissances et de compétences » (lire, écrire, compter, cliquer, parler un anglais de communication).

La classe de seconde serait un sas vers le « cycle terminal », qui irait de la classe de première à la troisième année de licence. Le bac n'aurait plus qu'une valeur symbolique. Il ne donnerait plus accès à toutes les études supérieures. Selon sa filière, on aurait un parcours très défini : prépa et université pour les bac généraux, BTS et IUT pour les

bac techno. Les filières seraient encore plus spécialisées : pas question d'aller en fac de philo après un bac S ou STG ! Ce cycle concernerait 50% d'une classe d'âge. Ce seraient donc la moitié des jeunes qui atteindraient bac + 3... Sauf que dans de plus en plus de cas (recrutement des enseignants par exemple), c'est un bac + 5 qui est exigé ! Sur la poursuite des études, Chatel n'a pas l'air de préconiser plus d'ouverture. Seuls 4% des étudiants atteignent ce niveau.

Au « cycle terminal », les lycéens préféreraient un « cycle professionnel », inauguré avec la réforme du bac pro (passé de quatre à trois ans, avec la suppression de la majorité des BEP). L'objectif est qu'il concerne 25% d'une classe d'âge.

Professionalisation et individualisation à tous les étages !

La professionnalisation ne concerne pas que le cycle pro. Chatel veut « adapter la formation » aux besoins géographiques. En parallèle du cursus scolaire, seront mis en place « des parcours découverte des métiers et formation ». Adapter les formations aux besoins des entreprises, comme ça se fait dans



(Photothèque Rouge)

les facs avec les licences et masters pro, c'est donner des diplômes adaptés uniquement aux besoins d'une boîte. Impossible de changer ou de retrouver un emploi avec le même niveau de reconnaissance si on a une licence « chef de rayon Carrefour » ou un bac Mac Donald, des diplômes reconnus par une seule entreprise.

Adapter la formation, c'est aussi mettre en place des diplômes différents d'un endroit et d'un lycéen à l'autre. Les rapports, comme Darcos auparavant, préconisent des parcours individualisés. Selon son niveau, son projet et les besoins du bassin d'emploi local, un lycéen choisira des modules, des

options, des approfondissements qui modifieront la qualité de son bac. Je ne pourrai plus dire que j'ai « le » bac, mais que j'ai « un » bac. Et je devrai décrire son contenu. Devant un employeur ou à mon entrée à la fac, je serai en concurrence avec les autres diplômés.

Chatel dit que la crise « révèle le besoin de davantage d'éducation », que « la qualification, le diplôme se révèlent des armes anti-chômage. » Quitte, donc, à mettre un peu moins de qualifications dans les diplômes. Mais les licenciements et le chômage sont dûs à la volonté des patrons de faire des profits, pas au manque de formation

des travailleurs ! Ce qu'ils veulent en fait, c'est faire assumer le coût de cette formation au service public.

« Je ne serais pas le ministre du statu quo, ni celui des réformes gadgets », a déclaré Chatel à sa conférence de presse de rentrée. Il sera le digne successeur de Darcos, celui qui continuera son oeuvre : supprimer des postes par dizaines de milliers, fliquer les lycéens et faire aboutir une réforme qui détruira nos diplômes. Soit ! Alors dans les lycées, les jeunes devront eux aussi continuer le bras de fer engagé avec son prédécesseur !

Réformes universitaires Pourquoi nous nous battons encore !



(Photothèque Rouge)

Masterisation

Les décrets relatifs à la réforme du recrutement et de la formation des enseignants ont été publiés le 28 juillet, en pleine période estivale.

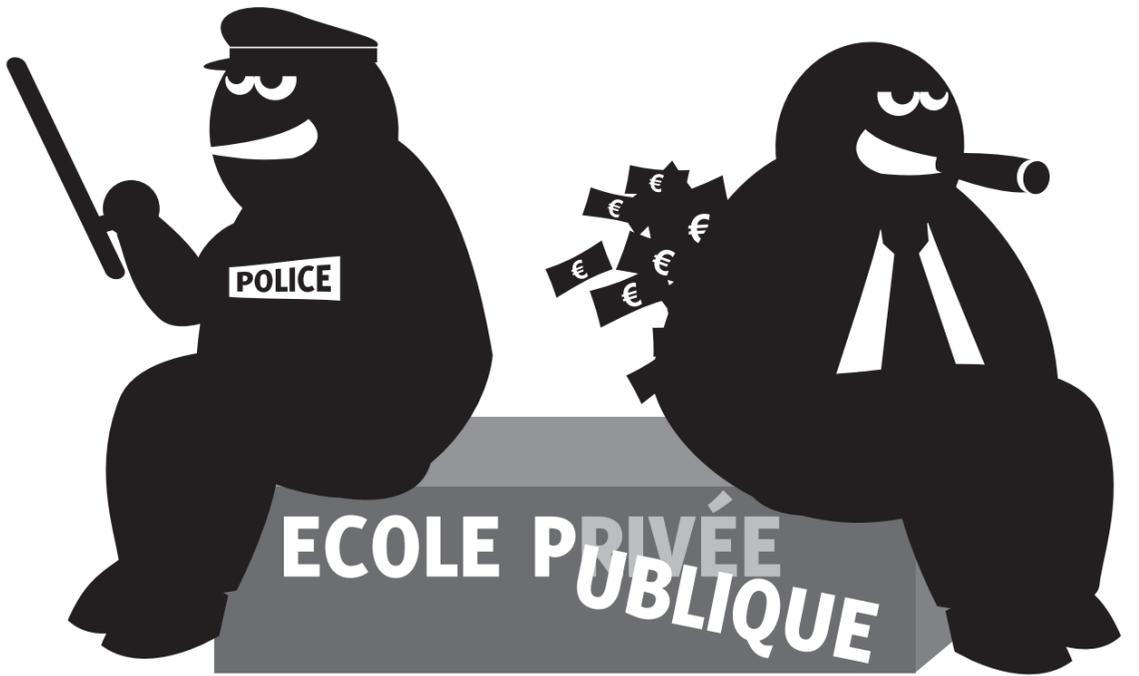
Le niveau requis pour passer les concours de l'enseignement sera un master 2 contre une licence jusqu'à présent. De nombreux étudiants n'auront plus accès à ces concours, d'autant plus que l'entrée en M2 est sélective. Seuls 4% des étudiants y ont accès. La formation des enseignants sera dorénavant assurée par un master professionnel. La même année les étudiants devront passer le concours et leur master, une charge de travail décuplée. Ce dispositif entraîne la disparition du statut d'enseignant-stagiaire : un an de formation rémunérée pour les étudiants admis au concours. Le nombre de postes ouverts aux concours va continuer de diminuer. Pour palier au manque de profs, l'Éducation nationale embauchera des étudiants refusés au concours, avec des contrats précaires. L'élévation du niveau requis pour passer les concours va élever le niveau

standard de qualification requis pour s'en sortir dans l'ensemble monde du travail. L'objectif est d'avoir deux types de diplômes pour deux types de salaires : d'un côté, un très faible nombre de travailleurs très qualifiés à bac +5, de l'autre une grande masse de travailleurs faiblement qualifiés, avec des diplômes ne donnant aucune garantie réelle dans le monde du travail.

Allocation des moyens

Depuis janvier, 80% des moyens alloués aux universités ne le sont plus en fonction des besoins, mais des performances : nombre d'étudiants présents aux examens, taux d'insertion professionnelle à court terme, de réussite en licence, qualité de la gestion nombre d'enseignants-chercheurs ayant publié des recherches...

Cette réforme approfondit la soumission de l'enseignement à des logiques de compétitivité et de rentabilité. On va vers une université financée exclusivement sur critères de performances et de résultats, une Éducation à deux vitesses.



Hirsch nous livre aux patrons

Le Livre Vert de la commission sur la jeunesse, présidée par Martin Hirsch, a été présenté le 7 juillet. Il prétend « apporter des solutions à l'insertion des jeunes ». En réalité, il va généraliser la précarité.

Vers plus de précarité

Les jeunes figurent parmi les premières victimes de la crise. Le chômage des 18-25 ans pointe aujourd'hui à 23,5%, soit deux fois plus que le reste de la population. Une grande partie des salariés licenciés ces derniers mois étaient âgés de moins de 30 ans. Et pour cette rentrée, de nombreux jeunes diplômés vont venir allonger les files d'attente au Pôle Emploi.

Face à cette situation désastreuse, la commission Hirsch propose le doublement des contrats d'apprentissage d'ici 2015. Autrement dit, l'État finance des petits boulots de merde sous-payés et les entreprises signant le contrat sont exonérées de cotisations sociales. Le développement de l'apprentissage est présenté comme le moyen de fournir des ressources aux jeunes durant leur formation. Cela doit être replacé dans le contexte de professionnalisation des études, incarné par le développement des Licences et Masters pro et des stages sans but pédagogique, qui rendent les formations professionnelles moins qualifiantes, tout en dévalorisant les

diplômes. Alors que les études de l'Observatoire de la Vie Étudiante montrent que le salariat étudiant est la première cause d'échec à l'université, Hirsch veut « rendre le salariat étudiant compatible avec les études »...

Autre proposition de la commission, la création d'une « dotation autonomie » de 4000 euros maximum, afin d'aider au financement de la recherche du premier emploi. Cette dotation serait partiellement remboursable, mais nul ne sait dans quelle proportion, ni par quel biais elle serait financée.

Martin Hirsch propose également la mise en place d'un livret d'orientation, afin de « valoriser les compétences » acquises par les jeunes durant leur apprentissage : acquisition d'une langue étrangère dans le cadre familial, stages, rencontres... Là encore, il s'agit de dévaloriser les diplômes reconnus par les conventions collectives, en contournant celles-ci.

Le gouvernement cherche à généraliser la précarité, sous couvert de lutte contre le chômage. Face à cela, il faut porter l'exigence du CDI comme contrat de référence, et l'indemnisation de la précarité, par un revenu égal au SMIC (porté à 1500 euros net) et l'instauration d'une allocation d'autonomie pour tous les jeunes de 16 à 25 ans, permettant de vivre et de se former librement.

Interview de Nikos et Alex

Jeunes militants anticapitalistes européens

Nikos, 23 ans, est étudiant en médecine. Il est militant de l'OKDE-Spartakos, section grecque de la Quatrième Internationale.

Alex, 23 ans, étudiant en philosophie, est militant d'Izquierda anticapitalista (« Gauche anticapitaliste »), section espagnole de la Quatrième Internationale.

L'ÉA : Quels sont les thèmes que vous avez développé dans vos campagnes pour les élections européennes ?

Alex : Nous avons défendu 10 mesures d'urgence, avec notamment l'interdiction des licenciements, l'avortement libre et gratuit, un salaire minimum à 1200 euros sachant qu'en Espagne il n'existe pas de salaire minimum, des mesures écologiques... Je voulais signaler aussi qu'une autre liste d'extrême gauche s'est présentée, la liste IISP (Initiative Internationaliste de Solidarité entre les Peuples), regroupement d'organisations d'extrême-gauche et d'organisations nationalistes de gauche des différentes régions de l'État espagnol. Cette liste a été interdite par le gouvernement espagnol pour des raisons politiques. Il estime que cette liste est liée aux indépendantistes basques et à l'ETA.

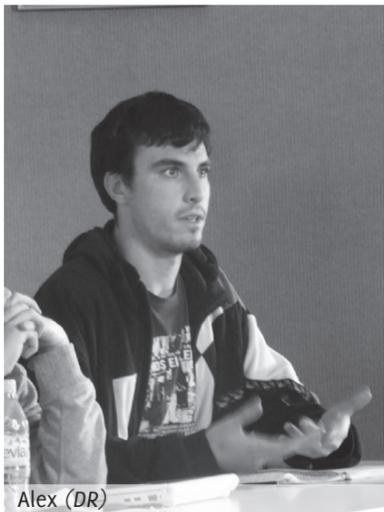
Nikos : Les thématiques de campagne de notre liste, Antarsia (« révolte ») ressemblaient à celles de IA. Les revendications portaient sur l'annulation de la réforme de la sécurité sociale, l'annulation des réformes dans l'Éducation, contre la politique très dure en matière d'immigration menée par le gouvernement, sur l'écologie, les droits des femmes...

L'ÉA : La gauche réformatrice met en application les mêmes politiques que la droite, vote les traités européens... Est-ce que ça renforce votre influence notamment dans les mobi-

litions ? Sentez-vous une radicalisation dans la jeunesse ?

Alex : Quand la droite gouvernait, la gauche institutionnelle lançait les mouvements mais les récupérait assez facilement. Aujourd'hui tous les mécontentements se retournent contre le PSOE et les gens se rendent compte que le gouvernement de Zapatero n'est pas de gauche.

Nikos : L'attitude du parti socialiste grec (PASOK) et de la gauche réformatrice, Parti communiste grec et Syriza (coalition de la gauche radicale), ont « ouvert la voie » à l'extrême gauche, qui joue désormais un rôle de direction dans les mouvements, avec bien sûr une participation des militants des partis réformatrices. C'est l'extrême gauche qui a mis le feu aux poudres ces dernières années. De plus en plus de militants mécontents de la politique du PASOK et des partis réformatrices, s'adressent



Alex (DR)

à nous.

L'ÉA : Avec la crise, les luttes sont plus nombreuses. Avez-vous réussi à tisser des liens entre le mouvement étudiant et les salariés ?

Alex : Il y a 20% de chômage (4 mil-

lions de chômeurs), 1 million de familles qui n'ont aucun salaire, et ça continue d'augmenter. Il y a des luttes locales, mais qui se heurtent aux directions syndicales qui préfèrent négocier séparément dans chaque boîte plutôt que d'assumer l'affrontement et construire un mouvement d'ensemble. Le mouvement des universités soulève pas mal de solidarité des travailleurs et des gens en luttes. A Madrid, lors de la dernière manifestation étudiante, on a fait un boulot pour appeler les boîtes en luttes, les collectifs sociaux, syndicats, associations de parents d'élèves pour venir nous soutenir. On a senti une forte solidarité autour de notre mouvement.

La crise économique a montré l'échec du modèle néo-libéral. Y a pas moyen qu'ils appliquent ce modèle de gestion dans les universités !

L'ÉA : Y a-t-il des discussions sur la nécessité de construire des convergences au niveau européen ?

Alex : En Espagne, l'Europe a été toujours été populaire, avec une idée de progrès et de prospérité économique. Le gouvernement a toujours vendu les réformes universitaires comme quelque chose d'euro-péen, qui vient de Bologne, une adaptation au modèle européen. L'idée d'un mouvement européen est très reprise, notamment avec le mouvement et les grèves dans les universités en France. On a essayé de populariser ça, notamment pour mettre la pression sur les enseignants, pour qu'il nous soutiennent et se mettent eux-mêmes en grève. Pas mal d'étudiants sont allés au contre-sommet de Louvain, pour se lier aux différents mouvements étudiants.

Nikos : De plus en plus de gens voient que les attaques dans l'Éducation et contre nos droits sont les mêmes partout en Europe. Le gouvernement prétend que le processus de Bologne s'ap-

plique partout et que la Grèce devrait les appliquer. Nous sommes conscients que notre lutte fait partie d'un combat dans toute l'Europe. L'organisation du forum étudiant européen à Athènes en octobre 2007 nous a beaucoup aidés.



Nikos (DR)

Je pense que le sentiment internationaliste s'est renforcé chez les Grecs.

L'ÉA : Faire partie d'une internationale vous a-t-il aidés dans votre militantisme, notamment pour expliquer la cohérence des politiques gouvernementales en Europe ?

Alex : Avec IA, on est en lien avec la Quatrième Internationale. On va au RIJ (Rencontres internationales de jeunes) tous les étés. Nous rencontrons des jeunes militants d'un peu partout dans le monde, ça crée une forte conscience des plans internationaux de luttes face à la logique globale des attaques.

L'ÉA : Comment s'organise votre activité ? Quelle intervention avez-vous sur les universités ?

Nikos : Nous avons une intervention quotidienne dans les universités, avec organisation d'assemblées générales et de manifestations qui ont lieu régulièrement. Nous intervenons dans l'orga-

nisation étudiante EAAK, qui a une très grande influence dans le milieu étudiant, avec de très bons résultats aux élections universitaires. C'est une organisation avec une orientation d'extrême gauche. Le travail mené dans l'EAAK est une grande réussite.

Alex : Dans IA, nous sommes organisés en comités jeunes. En Espagne, il n'y a malheureusement pas de syndicat étudiant, mais plutôt des associations par filières, qui font un travail syndical et politique. Nous y intervenons et nous poussons à ce que ces associations se réunissent pour construire une organisation étudiante de type syndical à Madrid et au niveau de l'État Espagnol. Les mouvements étudiants sont structurés par filières avec des réunions enseignants-étudiants et avec des coordinations/AG de toute l'université, qui se coordonnent au niveau de l'État. Sinon l'activité quotidienne, c'est la diffusion de tracts, les interventions dans les cours...

L'ÉA : Comment vos médias ont-ils présenté le mouvement dans les universités françaises ?

Alex : En Espagne, les médias parlent très peu du mouvement en France. Quand ils en parlent c'est pour dire que c'est des réformes de Sarkozy, des mesures de droite qui de toute façon n'ont rien à voir avec la politique de Zapatero. On essaye de montrer en quoi c'est la même politique qui s'applique, et généralement c'est assez facile à démontrer aux étudiants.

Nikos : En Grèce, les gens sont bien informés sur ce qui se passe en France. Les médias en parlent quasiment tous les jours. En Grèce on pense que la France, avec l'héritage de mai 1968, est la locomotive des mouvements, une source permanente d'inspiration.



Le niveau (des ministres) baisse !

« La réforme de l'enseignement primaire, qui est entrée en application à la rentrée 2008, s'appuie sur des horaires et des programmes... »

« En 2009 se sont 214.289 élèves qui ont suivi... »

« Ces formations concerneront prioritairement les enseignants qui exercent pour la première fois en école maternelles. »

Voilà quelques fautes de français qu'on pouvait lire dans... Le dossier de presse de rentrée de Luc Chatel ! Désormais, quand on fera des erreurs, on pourra dire qu'elles sont agréées par le Ministère !

Apprends à être prof et tais toi !

Les 3 et 6 juillet dernier, la direction de l'IUFM de Toulouse a convoqué trente stagiaires qui devaient être titularisés (ils avaient tous reçu un avis favorable lors de leurs évaluations) devant un jury un peu particulier. Motif : lors d'ateliers de rédaction de leurs comptes-rendus de formation, ils avaient osé émettre des critiques sur la politique du gouvernement concernant la formation des enseignants. Ils ont eu droit à des interrogatoires sous forme d'intimidations et de pressions, leur titularisation étant elle-même remise en question. Finalement, l'action des syndicats (SNES et SNUIPP notamment) a forcé le Recteur à annoncer leur titularisation dès le 16 juillet. Encore heureux !

Zoom sur le Processus de Bologne

Les politiques de l'enseignement supérieur s'inscrivent dans un processus européen ouvert en 1999, à Bologne (Italie). 46 États européens y sont engagés. Officiellement, il vise à harmoniser les systèmes d'enseignement supérieur, pour faciliter la mobilité des étudiants. En réalité, il s'inspire des pires politiques libérales.

Le système ECTS

La première conséquence est la mise en place du système ECTS (littéralement « Système de Transfert de Crédits européen ») et des grades Licence, Master et Doctorat. Un diplôme correspond à un nombre de crédits, selon le nombre d'heures de cours et de travail personnel nécessaires à la validation d'un enseignement... Chaque université définit, selon ses moyens et ses priorités, le contenu de ses diplômes.

Au lieu de créer un cadre européen du diplôme (même contenu, même intitulé, mêmes modalités

d'examen), cela brise tout cadre national. Les diplômes ne sont plus égaux. Chaque étudiant peut même façonner son propre diplôme. Cela veut dire la concurrence entre tous. Face à un employeur, on doit décrire ce qu'il y a dedans, les cours suivis, le nombre d'années qu'on a mit à l'obtenir, etc.

Autonomie des faits

Chaque université devient autonome. Elle définit ce qu'elle met dans son diplôme. Selon leur qualité, elle recevra (ou non) des financements et elle choisira son public. Cela se traduit par une explosion des frais d'inscription et par des partenariats systématiques avec le privé. La loi relative à la Liberté et aux responsabilités des universités (LRU ou loi Pécresse) met en place l'autonomie administrative et financière, qui vient « compléter » l'autonomie pédagogique (contenu des diplômes) mise en place avec le système ECTS-LMD.

A bas le régime colonial d'apartheid israélien !



Depuis 2005, une coalition regroupant plus de 170 organisations, syndicats et associations palestiniennes mène une campagne pour le boycott politique, économique, scientifique, culturel, sportif et moral de l'État israélien. Les organisations exigent la fin de l'occupation et de la colonisation, le droit au retour des réfugiés et l'arrêt du système de discriminations raciales contre les Palestiniens. Ces derniers mois, la campagne BDS (Boycott Désinvestissements Sanctions) a pris de l'ampleur.

Pourquoi un boycott ?

Depuis sa création, l'État Israélien repose sur un projet colonial, ce qui présuppose la destruction de la future société palestinienne. Entre 1947 et 1949, entre 750 000 et 850 000 palestiniens ont été victimes d'un véritable nettoyage ethnique, expulsés de leurs terres pour faire « de la place ». Les Palestiniens ont immédiatement été segmentés entre Ceux de l'intérieur de ce qui est devenu Israël, ceux de Cisjordanie et de Gaza et les réfugiés. La politique israélienne met en place, outre la colonisation et le nettoyage ethnique, un véritable système d'apartheid dans les territoires occupés : cartes d'identité munies d'un code couleur, permis de déplacement, maisons rasées au bulldozer et déplacements forcés, routes réservées aux colons... Plus de 12 000 prisonniers palestiniens sont emprisonnés en Israël, un Palestinien sur cinq a connu les geôles israéliennes. En Cisjordanie, toute liberté de circulation est interdite et plus de 650 checkpoints quadrillent le territoire. La bande de Gaza est une gigantesque prison à ciel ouvert où la population est privée de tout par le blocus.

Le boycott n'est pas un dogme, c'est une tactique pour isoler politiquement l'État Israélien, sortir les Palestiniens de la solitude et soutenir les Israéliens progressistes qui luttent pour en finir avec cet état de fait. Le boycott a déjà été utilisé dans le passé pour combattre le régime d'apartheid en Afrique du Sud. Il a permis d'isoler politiquement le régime,

en touchant directement au portefeuille les entreprises sud-africaines.

L'État israélien est dépendant du commerce et des exportations. Cela peut être une arme efficace de pression.

Isoler politiquement et économiquement l'État colonial Israélien

La campagne BDS commence à avoir un impact. La compagnie Véolia-Alstom, impliquée dans la construction d'un tramway reliant Jérusalem à des colonies illégales, a perdu environ 7,5 milliards d'euros suite au non renouvellement de contrats dans des villes où la campagne BDS était menée. En Grèce, des syndicats ont organisé le refus de charger des bateaux d'armes en direction d'Israël. Aux États-Unis, une campagne active est menée pour faire cesser la vente de Bulldozer Caterpillar à Israël, utilisés par l'armée pour détruire les maisons ou construire le mur.

Une campagne de boycott des institutions universitaires Israéliennes est menée, relayée par des syndicats de personnels universitaires ainsi que par des syndicats étudiants. Au Québec, le principal syndicat étudiant, l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante, s'est prononcé pour la campagne BDS. En Angleterre, le principal syndicat de l'enseignement, l'University and College Union, s'est également prononcé pour le boycott des institutions universitaires israéliennes qui ne condamnent pas publiquement l'occupation et ne mettent pas un terme à leurs contrats avec l'armée. En décembre il organisera une conférence internationale des syndicalistes universitaires impliqués dans la campagne BDS.

En 2002, le maire de Douai (Nord) avait décidé que les cantines scolaires de sa ville boycotteraient les jus de fruits israéliens. Il a été condamné par la justice française. Le 16 juillet dernier, la Cour européenne des droits de l'Homme a confirmé cette condamnation. En 2002, l'université Paris 6 avait voté la suspension de sa collaboration avec des universités israéliennes. Cette décision avait provoqué un tollé.

Le 14 décembre dernier, le ministre Darcos a signé un accord de coopération éducative avec Israël, prévoyant notamment la mise en place d'un bac franco-israélien, ou encore un contrat sur la biométrie entre l'université de Lille et la ville de Haïfa. Le système éducatif israélien prône l'endoctrinement, la militarisation, le révisionnisme... C'est l'antichambre de l'armée. Ce type d'accords universitaires doit être fermement combattu. Nous devons exiger la rupture des relations entre les universités Françaises et Israéliennes et mener ces campagnes dans nos facs, nos lycées, nos villes, nos boîtes : contre les échanges scolaires franco-israéliens, contre la coopération franco-israélienne, contre le commerce avec les entreprises israéliennes, contre la consommation de produits venant des territoires occupés (fruits, légumes) dans nos cantines...

Le boycott est une arme de lutte. Ceux qui se prononcent pour le soutien aux Palestiniens contre l'occupation, doivent soutenir la campagne BDS !

Pour plus d'informations : <http://campagneboycott.blogspot.com>



RIJ : Sous le soleil de l'internationalisme !



Rencontres Internationales de Jeunes 2009 (DR)

Chaque année la 4^{ème} internationale, internationale à laquelle appartenait la LCR et avec qui le NPA continue d'entretenir des relations, organise durant une semaine un camp regroupant des jeunes militants anticapitalistes, révolutionnaires venus d'Europe et du monde entier. Ces rencontres ont été l'occasion d'échanger sur nos expériences de lutte, les attaques que subissent les jeunes et les salariés du monde entier et ainsi acquérir une meilleure compréhension du fonctionnement et des rouages du capitalisme, pour pouvoir le renverser.

Cette année, les RIJ se sont déroulées en Grèce. Elles ont rassemblé 460 jeunes venus de Grèce, Italie, État Espagnol, France, Portugal, Belgique, Suisse, Allemagne, Danemark, Suède, Pays-Bas, Martinique, Philippines, Mexique, Brésil, Turquie... Il faut noter la présence particulière cette année de nombreux pays de l'Est avec des camarades venus de Pologne, Russie, Biélorussie, Croatie. 106 militants jeunes du NPA ou sympathisants y étaient aussi présents.

Cette semaine a été l'occasion d'approfondir les discussions sur la crise économique et de mesurer les conséquences désastreuses qu'elle entraîne sur les travailleurs du monde entier : des milliers de licenciements, un chômage qui explose, une répression qui s'intensifie, des contre-réformes dans les services publics et l'Éducation. Des réformes similaires ont eu lieu en France, en Italie, dans l'État Espagnol, en Croatie...

Mais constater que des luttes importantes existaient aux quatre coins du monde, en particulier dans la jeunesse, nous a aussi redonné confiance dans nos capacités à résister. La Grèce a connu un soulèvement massif de la jeunesse contre la répression policière mais aussi pour ses conditions de vie. Comme en France, un mouvement important a eu lieu dans les universités en Italie. Des occupations de facs ont aussi eu lieu en Croatie et dans l'État Espagnol.

Face à la crise du capitalisme et à l'évolution vers la droite des organisations de gauche traditionnelle, l'enjeu de construction de partis capable d'organiser la résistance est évidemment une des questions centrales. En Grèce, la gauche révolutionnaire s'est rassemblée après la révolte de décembre, alors qu'en Espagne, un parti indépendant de la gauche institutionnelle a été créé. Les élections européennes ont permis sa première apparition sur la scène politique. Le camp a été un moment important pour discuter de la construction de nouveaux partis anticapitalistes. Nous avons à la fois fait partager notre expérience du processus de fondation du NPA et appris des expériences dans d'autres pays.

L'année prochaine, les rencontres internationales de jeunes se dérouleront en Italie. Nous espérons qu'elles pourront rassembler encore plus de jeunes du NPA, qui feront ainsi l'expérience de l'internationalisme vivant !

**Pour prendre contact avec les jeunes du NPA :
contact-jeunes@npa2009.org // www.npa2009.org**